

Les employeurs avec la complicité de la CFDT et de l'UNSA qui ont négocié la convention collective de branche au rabais, sans l'aval des salariées, récidivent aujourd'hui en refusant toute augmentation du point.

Depuis 2008, la valeur du point est bloquée à 5.302 €

Nos salaires de misère dans la BAD ça suffit!



Solidaires
Union syndicale

Mascarade de négociation :

Lors de la dernière commission paritaire de la BAD les patrons sont restés sur leur refus d'augmenter la valeur du point restée figée depuis 2008 à **5.302 €**.

Stratégie du tour de passe-passe :

Afin de nous faire croire à une augmentation chiffrée à 2 % des dépenses du personnel par les patrons, ils ont tout simplement effacé les coefficients des grilles A et B en dessous du SMIC se conformant ainsi à la convention collective et la loi avec une fois de plus la complicité de la CFDT et de l'UNSA.

- Grille A : le premier coef passe de 255 à 264,

- Grille B : le premier coef passe de 256 à 265,

Il n'en reste pas moins que pour les salariées des catégories A en dessous du coef 264, **c'est 12 ans d'attente pour accéder à un coefficient supérieur au SMIC et 5 ans pour les catégories B.**

Malgré le coup de pouce de 2 % d'augmentation du SMIC : 1 479.26 € au 1er juillet, au regard du coût de la vie, cette augmentation ne représente qu'une revalorisation réelle de 0.6%, très loin de compenser le manque à gagner de ces dernières années.

Pour Sud, nous sommes très loin de nos revendications :

**valeur du point à 6 €
et**

300 € tout de suite

pour compenser la perte de notre pouvoir d'achat et sortir des salaires de misère !

Révision de la classification des emplois et des systèmes de rémunération :

Lors de la commission paritaire où siège la CFDT, l'UNSA, la CGT, FO, la CFTC et la CGC, un accord de méthode, accord ayant pour objectif de cadrer les négociations à été signé par les organisations syndicales (à l'exception de FO et la CGT) concernant la classification des emplois et le système de rémunération.

Pour la révision du système de rémunération, les négociateurs vont faire appel à un cabinet conseil choisi par appel d'offres.

Ces négociations doivent aboutir avant le... 31/12/2013.

Sud dénonce le choix qui est fait de faire appel à un cabinet conseil pour négocier les grilles de classifications des salariées. Quelle est la légitimité des négociateurs de la convention collective s'ils ne peuvent faire remonter les revendications des salariées ?

Imposons une consultation des salariées sur l'ensemble des négociations.

Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 13 sept 2012



Nous avons tout à craindre sur la suite des négociations entamées à froid et sans consultation des salariées.

Nous refusons le tassement des grilles vers le bas et dès maintenant nous devons nous mobiliser pour imposer une grille de métiers et de salaires qui permette un réel déroulement de carrière et mette fin à la smicardisation des salariées

Payer toujours plus pour aller travailler !

Notamment pour les salariées de l'ADMR, c'est un véritable hold-up, non seulement les salariées doivent fournir leur véhicule personnel pour parcourir jusqu'à 1200 km par mois, avec une indemnisation de misère qui ne couvre pas le prix des carburants qui explose. C'est ainsi que les salariées s'appauvrissent en travaillant avec une perte sèche en fin de mois pouvant aller de 50 à 150 euros.

La fédération Sud Santé Sociaux

Exige

- *La revalorisation de l'indemnité kilométrique parcouru à 0,45 € et le paiement intégral des frais de transport (tickets de stationnement...),*
- *300 € tout de suite pour compenser la perte de notre pouvoir d'achat,*
- *La revalorisation immédiate des grilles salariales, la valeur du point à 6 € pour aller vers un salaire minimum net de 1700 €,*

Imposons

La consultation des salariées sur l'ensemble des négociations.



Nous appelons dès à présent les salariées :

- *à se réunir en assemblée générale dans les établissements pour débattre de la situation,*
- *à organiser dans l'unité la construction du rapport de force nécessaire pour qu'enfin les salariées de la BAD ne soient plus les grandes oubliées des négociations salariales !*

C'est toutes ensemble

que nous gagnerons !